

Alain Lipietz, *Mirages et miracles : problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde*, Paris, Éd. La Découverte, 1985, 187 p.

Diane Ethier

Numéro 10, automne 1986

Opinions et votes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040542ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040542ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ethier, D. (1986). Compte rendu de [Alain Lipietz, *Mirages et miracles : problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde*, Paris, Éd. La Découverte, 1985, 187 p.] *Politique*, (10), 141–145. <https://doi.org/10.7202/040542ar>

Alain Lipietz, *Mirages et miracles: Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde*, Paris, Éd. La Découverte, 1985, 187 p.

Le dernier ouvrage d'Alain Lipietz vise un double objectif: comparer, à partir des concepts de la théorie de la régulation, les modalités de la croissance et de la crise du capitalisme dans les pays industrialisés du centre et de la périphérie et démontrer, sur

cette base, les erreurs et les limites des approches libérales et tiers-mondistes du développement. Au-delà de ces dimensions analytique et critique, *Mirages et Miracles* est un plaidoyer politique en faveur des principes keynésiens et sociaux-démocrates de gestion du capitalisme qui, selon les théoriciens de la régulation, ont été à l'origine de la croissance dans les pays industrialisés et nouvellement industrialisés (NPI) au cours des décennies soixante et soixante-dix. La fonction politique du volume explique sa forme vulgarisée et sa dédicace «à tous ceux qui continuent la lutte pour un ordre mondial plus juste».

Dans l'introduction et le premier chapitre, l'auteur dénonce — plus qu'il ne critique — la vision «dogmatique», «déterministe» et «réductionniste» des études libérales (Rostow), dépendantistes (Wallerstein, Gunder Frank) et marxistes (Palloix) sur l'économie mondiale, et affirme — plus qu'il ne démontre — la supériorité de la problématique de la régulation axée «sur l'analyse concrète des formes de l'accumulation dans chaque société nationale.»

Dans les chapitres suivants, il déduit des travaux des économistes de la régulation sur la croissance et la crise dans les pays occidentaux, une série de propositions sur l'articulation des rapports centre-périphérie au cours de la période 1950-1985. Celles-ci peuvent être regroupées autour de trois thèses principales. Premièrement, la croissance des économies industrialisées, entre 1950 et 1967, ne s'est pas appuyée, comme le prétendent les auteurs dépendantistes, sur l'extorsion du surplus des économies du tiers-monde à travers l'échange inégal des marchandises, mais sur la croissance du marché intérieur grâce à la hausse du pouvoir d'achat et de la consommation des travailleurs salariés. C'est l'articulation particulière des rapports sociaux internes, et non la main invisible du système, qui a été le moteur essentiel de ce type de développement auto-centré, c'est-à-dire la concertation — pour le partage des bénéfices de la croissance — entre l'État, le patronat éclairé (la bourgeoisie industrielle moderniste nationaliste) et la classe ouvrière

organisée. Par conséquent, l'échec de l'industrialisation par la substitution des importations dans plusieurs sociétés de la périphérie, au cours de la même période, ne peut être imputé à l'intervention extérieure de l'impérialisme. Il est plutôt le résultat de la rupture des pactes développementistes — populistes. La confirmation de cette thèse est fournie, selon Lipietz, par le ralentissement important des échanges extérieurs entre le nord et le sud au cours de la période 1950-1967 et la poursuite de l'industrialisation intravertie dans certaines sociétés retardées telles le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

Deuxièmement, la seconde vague d'industrialisation dans les pays en développement a été impulsée par la crise du modèle fordiste de croissance des pays centraux, à la fin des années soixante. Celle-ci, souligne l'auteur, ne doit être associée ni à une suraccumulation du capital comme dans les années '30 (diagnostic marxiste), ni à une insuffisance de la demande (explication dépendantiste) ni à une croissance des salaires supérieure au taux de productivité (thèse libérale). Elle résulte d'un fléchissement des gains de productivité dans le secteur manufacturier, fléchissement lui-même causé par l'inadaptation des méthodes fordistes d'organisation du travail et de la main-d'œuvre aux innovations technologiques. En effet, «il est bien difficile d'identifier un ralentissement de l'innovation technologique dans le courant des années soixante...l'informatique transistorisée est déjà développée au début des années soixante-dix. En revanche, les succès des principes tayloriens puis fordistes d'organisation du travail, éclatants dans les années cinquante et soixante, montrent progressivement leurs limites...les sources de la productivité étant concentrée dans la seule activité des ingénieurs et des techniciens qui ne peuvent accroître la productivité de tous que par le biais des machines plus complexes qu'ils conçoivent.» L'écart entre la hausse du volume de capital fixe par tête et les gains de productivité per capita devient donc de plus en plus important, engendrant une

baisse de la rentabilité du capital, un endettement croissant des entreprises, une baisse des investissements et, conséquemment, un ralentissement de la production et une augmentation du chômage. C'est dans ce contexte que s'amorce, au cours de la deuxième moitié des années soixante, la délocalisation vers des bassins de main-d'œuvre inégalement qualifiée et moins rémunérée des industries fordistes de biens de consommation durables (automobiles, appareils électro-ménagers, systèmes électroniques, etc.). Les régions cibles seront l'Europe du sud, l'Europe de l'est, l'Asie orientale et l'Amérique latine. La crise du fordisme central entraîne donc l'émergence d'une nouvelle division internationale du travail et la généralisation de ce modèle de croissance à certains NPI — ceux dont le développement est axé à la fois sur l'élargissement de la demande intérieure et l'exportation (NPI latino-américains et sud-européens).

Troisièmement, la gestion social-démocrate (keynésienne) de la crise par les gouvernements occidentaux, entre 1974 et 1979, a atténué ses effets au centre et favorisé la croissance des NPI. Dans les sociétés «fordistes périphériques», celle-ci a été accompagnée d'une profonde modernisation sociale (déconcentration des revenus vers le bas, apparition des nouvelles classes moyennes, etc). C'est ce processus qui est à l'origine de la chute des dictatures et du rétablissement de la démocratie politique dans de nombreux États de l'Europe méridionale et du cône sud de l'Amérique latine. Ces progrès sont toutefois grandement menacés par les répercussions désastreuses des politiques monétaristes et néo-libérales de gestion économique adoptées par les pays du centre depuis le début des années quatre-vingt.

Le principal mérite de cet ouvrage est d'ouvrir de nouvelles perspectives à la théorie de la régulation exclusivement centrée sur la dynamique du développement capitaliste dans les pays industrialisés. L'argumentation d'Alain Lipitez soulève néanmoins de nombreuses interrogations. Deux limites importantes doivent

en particulier être soulignées. D'une part, cette problématique laisse entendre que l'industrialisation des pays du tiers-monde a été interrompue entre 1950 et 1965/70, ce qui n'est évidemment pas le cas comme l'ont démontré de nombreuses études sur le sujet. La prise en compte de cette période révèle que la mise en place de la NDI a précédé la crise du fordisme central. On peut donc mettre en doute la thèse de l'autonomie du développement capitaliste au centre et à la périphérie (entre 1950 et 1970) défendue par l'auteur et, conséquemment, certaines des critiques qu'il adresse aux théoriciens libéraux, dépendantistes et marxistes. D'autre part, la problématique de l'auteur associe la démocratisation des régimes autoritaires dans certains NPI aux progrès économiques et sociaux réalisés dans le cadre du fordisme périphérique. Or ce changement politique coïncide avec la crise de ce modèle et l'adoption d'une stratégie nettement plus libérale et extravertie de développement. Il semble donc que Lipietz n'a pas saisi la finalité de cette transformation: compenser par de nouveaux gains politiques les pertes économiques imposées aux couches populaires par la réorientation des paramètres de la croissance.

Diane Ethier
Université de Montréal